

2016-2017

BULLETIN DE
l'Association Luxembourgeoise pour
les Nations Unies



Association Luxembourgeoise
pour les Nations Unies

et son

Centre de Documentation
pour les Droits de l'Homme

3, route d'Arlon L-8009 Strassen, Luxembourg

Tél. : 46 14 68 & Fax : 46 14 69

E-mail: alnu@pt.lu

Site Internet: www.alnu.lu Facebook : www.facebook.com/alnu.jeunes

Coordonnées bancaires: LU95 1111 0248 7038 0000, CCPLLULL

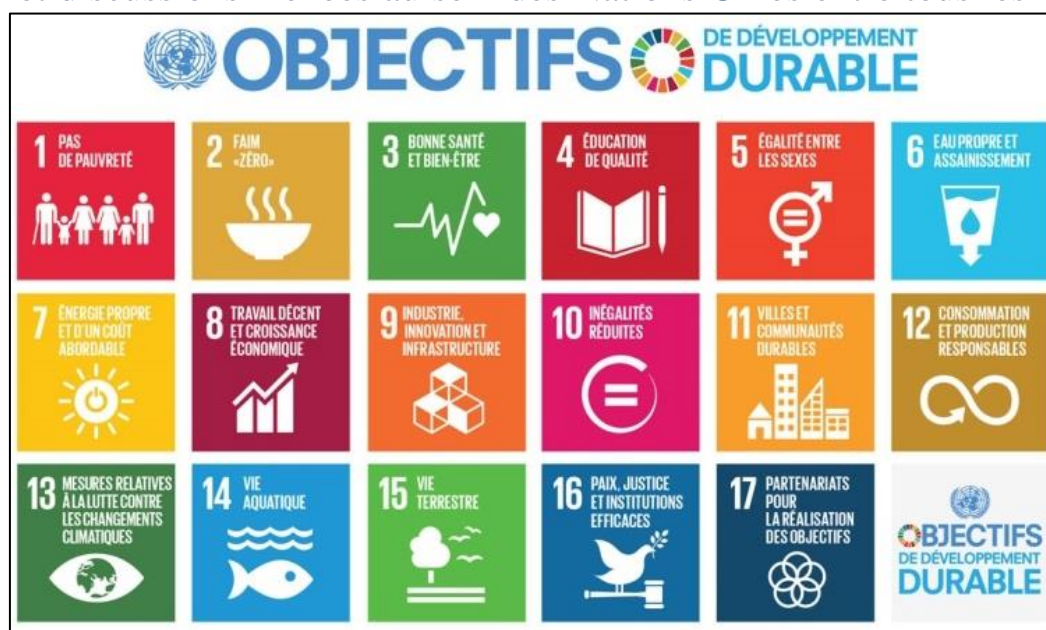
Cotisation membre : 17 Euros

TABLE DES MATIERES

L'an 1 de l'agenda 2030 des Nations unies sur les objectifs de développement durable : Le début des orientations pour un programme très vaste et ambitieux	2
Entrée en fonction au 1er janvier 2017 du nouveau Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres.	5
Rapport sur la campagne de diffusion sur les réseaux sociaux pour la journée internationale des droits de l'homme	6
Forum de Genève sur les droits de la nature	8
Empathy	11
Tendencies in the climate change evolution.....	12
Jugendkonferenz der Deutschen Gesellschaft für die Vereinten Nationen – It's up to Youth!.....	14
Devenir membre à l'ALNU et appel à contributions	15
Les Nations Unies dans le monde : Sélection de quelques sites Internet	16

L'an 1 de l'agenda 2030 des Nations unies sur les objectifs de développement durable : Le début des orientations pour un programme très vaste et ambitieux

Suite à la fin de la période 2000-2015 sur les objectifs de développement du millénaire (ODM), l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté en septembre 2015 l'agenda 2030 sur les nouveaux objectifs de développement durable (ODD). Cet agenda est le résultat de longues négociations et discussions menées au sein des Nations Unies entre tous les 193 Etats membres



et auxquelles de multiples contributions ont été apportées par les secteurs non gouvernementaux de la société civile et du monde des affaires. Finalement, 17 objectifs et 169 cibles ont été

retenus.

Pour chaque cible, un ou plusieurs indicateurs mesurables ont été définis, un nombre d'environ 400 pour chacun desdits indicateurs.

Une collecte de données sera effectuée d'une manière périodique par tous les pays et ces données seront insérées dans des bases de données des Nations Unies ou d'autres institutions internationales. Il sera dès lors possible d'accéder à ces bases de données pour faire un suivi sur l'évolution de la performance de tous les pays par rapport à chacun de ces indicateurs.

Une exploitation statistique plus globale par une agrégation des données au niveau des cibles, des objectifs ou des regroupements des pays pourra être effectuée afin de vérifier d'une manière différenciée en fonction de critères prédéfinis, dans quelle mesure des progrès auront été accomplis d'une année à l'autre dans la réalisation des différents objectifs de l'agenda 2030.

La promotion de sociétés pacifiques et ouvertes à tous.

Par rapport aux objectifs ODM de la période précédente, l'agenda 2030 comprend un nouvel objectif innovant, Nr.16, d'une dimension transversale et globale visant à promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, à assurer l'accès de tous à la justice et à mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes. Finalement retenu après d'âpres tractations, cet objectif reconnaît l'importance de sociétés paisibles, justes et inclusives. Au niveau des cibles rattachées à cet objectif, on trouve plus particulièrement la promotion de l'état de droit aux niveaux national et international, la garantie de l'accès public à l'information et la protection des libertés fondamentales, conformément à la législation nationale et aux accords internationaux, la réduction nette des flux financiers illicites et du trafic d'armes, la considération que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décision.

En décembre 2015, le Conseil de Sécurité des Nations Unies a adopté une résolution sur la jeunesse, la paix et la sécurité. Les Etats membres sont appelés à renforcer la représentation inclusive de la jeunesse dans la prise de décision à tous les niveaux, dans les institutions et dans les mécanismes pour la prévention et la résolution des conflits.

Les tergiversations sur une action déterminée dans les domaines de l'environnement et de la solidarité.

La résolution de l'Assemblée Générale de l'ONU sur l'agenda 2030 avec les objectifs ODD indique 5 grands domaines (les 5 P's) qui sont considérés comme étant d'une importance cruciale pour l'humanité et la planète : l'humanité (the people en anglais), la planète, la prospérité, la paix et les partenariats. Sur cette base, le Secrétaire général des Nations Unies avait proposé un schéma

compréhensif de thèmes majeurs distinctifs pour les prochaines années, le thème pour chaque année s'appliquant surtout à un de ces domaines.

Le thème suggéré pour 2017 'Assurer la sécurité alimentaire sur une planète sûre à l'horizon 2030' aurait constitué un signal très fort dans le domaine de la planète. Il est regrettable qu'après la conclusion des négociations entre les Etats membres, ce domaine environnemental ait disparu de la liste des thèmes finalement adoptés par l'Assemblée Générale pour les trois prochaines années. Il apparaît que le domaine de la planète ne bénéficie pas en réalité de la haute priorité souvent proclamée par les gouvernements.

Or, parmi les quatre enjeux émergents identifiés par de nombreux experts internationaux dans le nouveau rapport des Nations Unies 'Global sustainable development report 2016', deux enjeux sont en relation avec l'environnement : faire face aux impacts croissants du changement climatique ainsi que mettre en œuvre des modèles économiques alternatifs qui découplent la croissance économique de l'utilisation de ressources et minimiser la dégradation environnementale.

Dans une récente étude pilote « Mesurer la distance par rapport aux ODD », l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) a repris les domaines des 5 P's pour les ODD pour faire une agrégation des scores sur les indicateurs dans ces domaines, permettant de réaliser une analyse comparative entre un échantillon de pays de l'OCDE.

Il en ressort que la performance globale la plus faible concerne les domaines de la paix et des partenariats. Ainsi, on pourrait relever que seulement cinq pays membres, dont le Grand-duché de Luxembourg, atteignent ou dépassent le pourcentage de 0,7% pour l'aide publique au développement par rapport au produit national brut. L'implémentation d'outils de financement alternatif pour le développement n'avance que très lentement.

Au mois d'octobre, un groupe de seulement dix pays, dont le Grand-duché de Luxembourg ne fait pas partie, a trouvé un accord de principe sur le projet d'une taxe sur les transactions financières en Europe, proposée par la France et l'Allemagne depuis 2011.

Une certaine harmonisation des mesures au niveau de l'Union Européenne dans les domaines de la paix et des partenariats permettrait non seulement d'améliorer la performance globale analysée par l'OCDE dans les différents domaines des ODD, mais aussi de faire avancer d'une manière concrète l'idée d'une Europe plus solidaire et cohérente.

Le passage des pistes vers les jalons.

Le début des orientations pour l'agenda 2030 a permis de dégager de nombreuses pistes prometteuses et d'insuffler un nouvel élan pour accroître le dynamisme au niveau de la coopération internationale comme par exemple par la mise en place

de plus de deux mille partenariats pour les ODD. Beaucoup de pays se sont engagés à faire au cours de cette année ou d'une des années à venir une revue nationale volontaire au Forum politique de haut niveau sur le développement durable et les ODDs tels qu'ils seront mis en œuvre concrètement.

Après la France et l'Allemagne en 2016, chacun des pays du Benelux dont le Grand-duché de Luxembourg accomplit cette année une revue nationale avec la remise d'un rapport correspondant. Pour les pays développés, il s'agira d'expliquer plus particulièrement les actions sur certains objectifs comme la lutte contre le changement climatique y compris la réduction des gaz à effet de serre (objectif Nr.13) et le renforcement des moyens en vue de revitaliser le partenariat global pour le développement durable notamment avec les pays en voie de développement (objectif Nr.17).

Les différentes institutions des Nations Unies insistent sur l'urgence à mieux définir les jalons et les priorités d'un développement durable qui mérite vraiment son nom. Face aux défis multiples et complexes à relever, le chemin à parcourir pour la réalisation des ODD en 2030 apparaît comme étant sinueux, ardu et nécessitant dès le début de cette nouvelle ère des efforts accrus et concertés à accomplir par les gouvernements, par les secteurs académiques, par des entreprises et par la société civile ainsi que par l'ensemble des citoyens.

André Rollinger

Entrée en fonction au 1er janvier 2017 du nouveau Secrétaire général des Nations Unies, M. António Guterres.



M. António GUTERRES a été nommé Secrétaire général des Nations Unies par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 octobre 2016 sur recommandation du Conseil de sécurité.

Originaire du Portugal dont il a été le Premier ministre de 1995 à 2002, il a occupé les fonctions de Haut-Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés entre 2005 et 2015. Son mandat de Secrétaire général a commencé le 1^{er} janvier 2017 pour une durée de cinq ans.

Dans son premier message officiel comme Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres a appelé le monde à faire de la paix sa priorité absolue.

Il a tenu à partager avec le monde une question qui lui pèse sur le cœur. « Comment venir en aide aux millions d'êtres humains pris au piège dans des conflits, et qui souffrent énormément de guerres interminables ? ». Celui qui a rappelé une évidence : « Dans ces guerres, il n'y a aucun gagnant, tout le monde est perdant ». « Des régions entières sont déstabilisées et la nouvelle menace du terrorisme global plane sur nous tous », a-t-il alerté.

Le nouveau chef de l'ONU a saisi l'occasion pour demander aux citoyens, gouvernements et dirigeants de tout faire en 2017 pour surmonter leurs différences et de donner la priorité à la paix. « De la solidarité et la compassion dans notre vie quotidienne, au dialogue et au respect quels que soient les clivages politiques.

Des cessez-le-feu sur le champ de bataille aux compromis à la table des négociations pour parvenir à des solutions politiques. La paix doit être notre objectif et notre guide », a-t-il souligné. « Tout ce que nous valorisons en tant que famille humaine – la dignité et l'espoir, le progrès et la prospérité dépend de la paix.

Mais la paix dépend de nous », a également dit le Secrétaire général, invitant le monde à s'engager à ses côtés au service de la paix. « Faisons de 2017 une année pour la paix ».

Centre d'actualités de l'ONU : www.un.org/apps/newsFr/storyF.asp?NewsID=38731

Rapport sur la campagne de diffusion sur les réseaux sociaux pour la journée internationale des droits de l'homme



Dans le cadre de la Journée internationale des droits de l'homme le 10 décembre 2016, placée sous le thème « Défendez les droits de quelqu'un aujourd'hui ! », l'ALNU a participé avec d'autres « United Nations Associations » (UNAs) à une campagne sur les réseaux sociaux, focalisant sur Facebook et Twitter. Jusque-là, l'ALNU a publié des informations régulièrement sur sa page Facebook à www.facebook.com/ALNU.jeunes, mais beaucoup moins sur sa chaîne Twitter. Donc, cette campagne a permis de revitaliser le compte Twitter de l'ALNU.

Le but de cette campagne était d'« appeler les personnes du monde entier à prendre des mesures pour protéger les droits de l'homme » et de leur faire comprendre que « défendre les droits de l'homme est notre responsabilité à tous ».

La campagne de diffusion sur les réseaux sociaux a commencé le 9 décembre et s'est déroulée toute la journée du 10 décembre 2016, Journée internationale des droits de l'homme.

A chaque fois, nous avons utilisé les hashtags #UNAs4HumanRights, #HumanRightsDay et #StandUp4HumanRights. Les hashtags sont des marqueurs ou mots-clés utilisés sur Internet qui permettent d'identifier ou de classer des contenus. Ils ont permis à la « World Fédération of United Nations Associations » (WFUNA) de suivre tous les postes diffusés par les UNAs dans le monde entier.

Au total, 40 UNAs ont participé à cette campagne, ce qui a permis d'atteindre un total de 8,4 millions de personnes.

En Europe, 13 UNAs ont participé à cette initiative de la WFUNA, dont la France qui en est à l'origine, ensuite la Belgique, la Bulgarie, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Hongrie, l'Islande, l'Italie, le Grand-duché de Luxembourg, la Norvège, la Slovaquie et la Suisse.

En ce qui concerne l'ALNU, nous avons atteint plus de 500 personnes sur notre page

Facebook et nos tweets ont gagné 250 « impressions » environ, ce qui nous permet de mentionner que nous avons pu joindre près de 250 personnes. Parallèlement, dans l'esprit du projet 2017 de l'ALNU consacré à la liberté d'expression, en collaboration avec les lycées, nous avons invité les personnes à s'adresser aux autorités turques demandant la libération du journaliste turc en détention M. Murat Sabuncu, rédacteur en chef du quotidien d'opposition turc « Cumhuriyet Daily » en Turquie, où la liberté d'expression a été très fortement limitée suite au coup d'Etat manqué en juillet 2016.

Pour plus d'informations sur cette campagne de médias sociaux, nous vous invitons à consulter les pages suivantes :

- http://alnu.lu/images/human_rights_day_2016/HR_Day_2016_Action_ALNU.pdf
- <https://storify.com/wfuna/human-rights-day-2016>
- <http://www.wfuna.org/news/human-rights-day-2016>

Dans l'esprit de celle-ci, nous vous invitons à nous aider à continuer à poster des informations sur les mesures que nous entreprendrons ensemble pour défendre les



droits humains, en incluant ces hashtags :
#Standup4HumanRights et #UNAs4HumanRights.

Alan Sillitoe

Forum de Genève sur les droits de la nature

Chaque année, un Forum sur les droits de la nature est organisé au Palais des Nations à Genève pendant la période qui précède Noël¹ : un après-midi de présentations et débats entre les membres de la société civile et les acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux dans les salles onusiennes.

Le Forum est organisé par Objectif Sciences International (OSI)², une ONG qui a reçu le statut consultatif spécial du Conseil Économique et Social des Nations Unies. OSI a pour objectif de « servir et permettre un développement durable de la société humaine », et les moyens pour atteindre cet objectif sont entre autres de développer l'éducation aux sciences et de développer la recherche scientifique.³

Tout cela implique, en particulier, des recherches sur la biodiversité, l'écologie et les moyens de trouver un équilibre entre la société humaine et la nature.⁴

Les membres d'OSI sont des organismes nationaux, régionaux ou internationaux, et OSI a donc créé un réseau d'entre-aide entre organismes qui travaillent à éduquer et développer la recherche scientifique dans l'optique de soutenir et promouvoir le développement durable.

Pour des personnes physiques qui veulent participer, il faut d'abord rejoindre une organisation qui en est membre.⁵ Cependant, pour le Forum sur les droits de la nature, toute personne qui désire participer est la bienvenue.

En 2016 le Forum sur les droits de la nature a eu lieu le 15 décembre au Palais des Nations. Comme chaque année, il faisait partie de la convention annuelle d'OSI, laquelle occupait toute une semaine et regroupait bien des thèmes divers, tels que les projets de recherche effectués et à effectuer, le financement et le networking pour le tourisme pour la paix et le développement, la recherche participative, les sciences citoyennes, les laboratoires de fabrication (Fab Labs) pour la paix et le développement, le financement participatif (crowdfunding), le financement intelligent (Smart Finance) et des technologies appropriées pour la paix et le

¹ <http://www.osi-genevaforum.org/?lang=fr>

² <http://www.objectif-sciences-international.org/>

³ Article 3 des Statuts de OSI; http://www.osi-ngo.org/qui-nous-sommes/article/statuts-de-l-ong#outil_sommaire_2

⁴ Pour savoir plus sur les actions de OSI, voir : <http://www.objectif-sciences-international.org/-Actions-.html>

⁵ Article 5 du Statut ; http://www.osi-ngo.org/qui-nous-sommes/article/statuts-de-l-ong#outil_sommaire_4.

développement. Le thème des droits de la nature pour la paix et le développement trouvait donc sa place dans ce contexte organisationnel plus large.

Le Forum sur les 'Droits de la Nature pour la Paix et le Développement' a suivi une structure simple. Le discours de bienvenue par le Président de OSI, M. Thomas EGLI, fut suivi d'une série de présentations par des personnes membres de la

société civile qui disposaient de cinq minutes chacune.

Les présentations furent regroupées autour des thèmes, et tous les participants furent invités ensuite à se répartir en groupes afin de faciliter le dialogue.

Ceci a permis des échanges et des

contacts directs. Chaque groupe a ensuite présenté un rapport oral. Comme chaque année le Forum fut suivi d'un dîner au frais des participants dans un restaurant genevois. La structure était donc simple mais efficace, et le personnel d' OSI a bien géré le tout.



Pour mieux connaître le contenu de chaque présentation et son auteur il est suggéré de consulter le site <http://www.osi-genevaforum.org/Rights-of-Nature-for-Peace-and-Development> ? lang=fr. Quelques intervenants n'ont malheureusement pas pu être présents.

Nous pouvons faire mention des titres et des thèmes mis en lumière : le projet de déclaration universelle sur les droits de la Terre Mère (2010), le droit

international contre l'écocide, le dialogue sur les droits de la nature, l'écocide à l'Oasis d'El Rio de Aguas en Espagne, un projet de Déclaration sur la relation homme / nature, les notions de Droit de la Terre et Droit de la Nature (Earth Law, Wildlaw, Rights of Nature), le droit des cétacés aux ressources et leur rôle

participatif (stakeholder), l'association 'Un Monde Réenchanté', la notion d'espace opérationnel de sécurité (safe operating space) pour notre demeure commune, le rôle d'écodémocratie pour faciliter les droits de la nature, la notion de Pacha Mama (Terre Mère) en Amérique du Sud comme axe fondateur d'un système juridique international, la révolution nécessaire pour faire prévaloir la Justice, les droits de la nature au Brésil, la nécessité de laisser de l'espace pour l'autre qu'il soit humain ou d'une autre espèce, l'intégration des droits de la nature avec le développement agricole.

La dernière présentation fut celle de huit jeunes de onze à dix-sept ans sur le piégeage de la chenille processionnaire du pin (*Thaumetopoea pityocampa*).

Ils ont expliqué les méthodes et les conclusions de leur projet de recherche scientifique participative effectuée dans le contexte des droits de la nature. Ce travail a mis en évidence le rôle important des jeunes dans la conceptualisation et la mise en œuvre des projets de recherche scientifique bien encadrés, un aspect fondamental de la stratégie éducative d'OSI.

Au milieu de l'après-midi, le Forum a reçu un appel des Nations unies à New York de la part de Mme Maria Mercedes Sanchez, administratrice qui travaille pour le développement durable et qui est la coordinatrice du dialogue interactif sur l'harmonie avec la nature.

Elle a présenté le Dialogue virtuel sur l'harmonie avec la nature (Virtual Dialogue on Harmony with Nature).

Ce dialogue a commencé en 2011, et en 2016 le champ d'action fut agrandi pour inclure des membres de la société civile invités à participer en tant qu'experts dans le dialogue virtuel. Ce dialogue virtuel élargi commença le 22 avril, journée internationale de la Terre Mère, et il se termina le 22 juin. Un rapport sommaire sur les travaux des experts fut écrit et soumis à l'Assemblée Générale le 1er août 2016 (document A/71/266).⁶ Il fut bien reçu. Mme Sanchez a attiré l'attention sur le dialogue virtuel⁷ et sur le réseau d'experts (knowledge network)⁸ qui a été mis en place. Tous les renseignements concernant ce Programme sur l'harmonie avec la nature se trouvent sur un site web des Nations Unies : <http://www.harmonywithnatureun.org>.

Le Forum de Genève sur les droits de la nature se situe donc sur la même trajectoire que ce dialogue des Nations unies et y participe pleinement. Pour chaque participant au Forum de 2016 l'événement fut une source d'inspiration et l'occasion d'établir de nouveaux contacts.

Colin ROBERTSON

⁶ <http://www.harmonywithnatureun.org/>; Pour une chronologie, voir <http://www.harmonywithnatureun.org/chronology.html>

⁷ <http://www.harmonywithnatureun.org/knowledgenetwork/2016-dialogue/>

⁸ <http://www.harmonywithnatureun.org/knowledgenetwork/all-members/>

Empathy

As we watch in distaste, even horror, the new President of the United States demonstrates a complete lack of empathy with the plight of suffering people, completely at odds with the noble sentiments engraved on the Statue of Liberty :

« Give me your tired, your poor, Your huddled masses yearning to breathe free, The wretched refuse of your teeming shore.

Send these, the homeless, tempest-tossed, to me : I lift my lamp beside the golden door ».

His action in singling out the citizens of certain Muslim countries is clearly at odds with the United Nations Declaration of Human Rights, which in Article 2 declares : « **Everyone is entitled to all the rights and freedoms set forth in this Declaration, without**

distinction of any kind, such as race, colour, sex, language, religion, political or other opinion, national or social origin, property, birth or other status. Furthermore, no distinction shall be made on the basis of the political, jurisdictional or international status of the country or territory to which a person belongs, whether it be independent, trust, non-self-governing or under any other limitation of sovereignty. »

He seems also to offend against the Article 13, which states : « **Everyone has the right to leave any country, including his own, and to return to his country. »**, when he declares that dual-nationality citizens (e.g. Iranian-Americans) may be treated as non-Americans and potentially barred from re-entry to the USA.

These are the actions of a man totally lacking in **empathy**...

Empathy is the capacity to understand or feel what another person is experiencing from within the other being's frame of reference, i.e., the capacity to place oneself in another's position. Empathy is seeing with the eyes of another, listening with the ears of another and feelings with the heart of another. When we see others suffering, we normally feel empathy for the sufferer. Thus we feel sympathy for the plight of the ill, refugees and beggars...or do we?

Imagine for a moment that you are a doctor or a nurse. Could you really have empathy for each suffering patient? Surely you would try to detach yourself from their pain and try to save yourself from a constant attack on your emotions.

refuser l'accès aux Etats-Unis



Le président américain Donald Trump, fier d'avoir signé un de ses décrets, le 27 janvier. Photo MANDEL NGAN. AFP



Interesting studies suggest that the rich have less empathy than the poor. Dacher Keltner at the University of California, Berkeley, started to contemplate the link between wealth and empathy: someone going through tough times, he reasoned, needs the help of others to see them through and so becomes more sensitive to the feelings of those around them. For example, if you have less income you may have to rely on friends and neighbours, and as a result will develop more effective social skills. Those with more money, in contrast, can afford to pay less attention to others. We see in the actions of Trump how true this is.

Empathy requires us to put ourselves in the place of others. But do we really do this when we see a beggar? If we can't imagine being in the place of the beggar, we will not show empathy. Equally, if we cannot imagine being a desperate refugee, we may not wish to help refugees; we might instead act with fear and antipathy.

So should we all try to be more empathetic? Maybe not. Adam Smith (author of "the Wealth of Nations") noted that the more we empathise with someone who suffers, the more we wish to retaliate against those who caused the suffering. Laboratory studies find that more empathic people are the most supportive of violent reprisals.

There is no shortage of real-world examples of how this can corrode judgment – like when the empathy triggered by stories of innocent victims is used to stir up hatred for minority groups, or to generate support for unnecessary war. We saw how this was abused in the Brexit campaign in the UK, and also in the American Presidential election.

Fortunately, however, the motivation to improve people's lives doesn't require putting ourselves in their shoes. Indeed, when people are taught to be compassionate without empathy (through training in various meditative practices), they become kinder and enjoy helping. In contrast, action motivated by the empathic urge is often exhausting – it's unpleasant, after all, to experience the suffering of others.

We should not to live in a world without empathy. It's a great source of pleasure – enhancing the joy of literature and film, for instance – and a central aspect of intimate relationships. But when it comes to moral choices, there are better alternatives. And we need to be very vigilant to combat hatred and anger caused by deliberately misdirected empathy.

Daniel KELLY

Tendencies in the climate change evolution.

After the 22nd Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Change (UNFCCC, known as COP22) in Morocco

November 2016, there is concern that the solid actions agreed from countries to countries will actually be put into practice.

As we can see that more and more organizations are driving changes on a global scale, Corporate Social Responsibility (CSR) plays a strategic role in communicating brand values, improving brand reputation and creating differentiation. As a result, companies that have been constantly investing in CSR strategy continue to be industry leaders according to a study conducted by an US advisory firm for corporate reputation, Reputation Institute. The increase in CSR has also driven more demandingly for carbon offset projects in order to support the UN's Sustainable Development Goals (SDGs). For instance, a growing number of organizations are trying to facilitate this by listing the average carbon footprint of various products.

Furthermore, CSR has also been an additional consideration in attracting and retaining new talent according to a survey released in 2015 by the Employer Branding advisor, Universum. From a point of view of evaluating human capital, the potential employees would be willing to have 15% less earnings for working for those companies which are making an impact socially and environmentally through the CSR policies which correspond to their own environmental-friendly values. Thus, the question of committing to climate change issues is: how can we do it practically?

The attention brought by media and celebrities over climate change issue have made the public aware of it. More and more people are now interested and a growing number of them are starting to do something about it. The average person can in fact do his part to help this cause, for example by making others aware of environmental issues via the classic word of mouth or more recently with the use of social media, similarly to what vegan and vegetarian movements have done. Another way to help this cause is trying to buy goods produced locally or in a responsible way. This will in the longer term convince companies to change the way they conduct their operations, towards a sustainable path.

Lastly, politicians can also be influenced by initiatives undertaken by the public such as demonstrations and the promotion of petitions focused on environmental sustainability.

Whereas some countries and most notably the Chinese government are pushing on renewable energies, the trend may be somehow reversing. The policies enforced by the US will be at the center of the debate over climate change. The scepticism of the new US administration with regards to the effect of greenhouse gasses on global warming and presumably the need for cheaper energy to support a protectionist agenda may affect the steps taken so far to counter the rising temperatures.

Eunice Ching-Wen

Jugendkonferenz der Deutschen Gesellschaft für die Vereinten Nationen – It's up to Youth!

Am 25. November 2016 fand die erste internationale Jugendkonferenz-Veranstaltung der deutschen Gesellschaft für die Vereinten Nationen in der Stadt Bonn statt. Unter den 200 Teilnehmern und Kooperationspartnern war unter anderem Amir Vesali aus Luxemburg dabei, um dort die notwendigen Informationen für die Etablierung einer luxemburgischen UN Jugend-Delegation zu sammeln.

Die Konferenz richtet sich an junge Erwachsene ab 16 für die Vereinten Nationen begeistern, sowie eine Plattform für Austausch darstellen.

Der junge Teilnehmer aus Luxemburg wurde ein Teil von der Zukunftswerkstatt „Jugendpartizipation weiter gedacht“, dort ging hauptsächlich darum, welche Formen der Partizipation die jungen Menschen sich wünschen oder wie man die Jugendpartizipation lokal mehr fördern kann.



Aber was ist eigentlich die Zukunftswerkstatt?

In einer Zukunftswerkstatt wird ein Thema bearbeitet, mit dem sich die Teilnehmenden vorab auseinandergesetzt und zu dem sie Erfahrungen gesammelt haben. Gemeinsam durchlaufen die Teilnehmenden drei Phasen:

In der ersten Phase wird Kritik an der aktuellen Situation im Umgang mit dem Thema geübt.

In der zweiten Phase wird geträumt, weit und neu gedacht, um in der dritten Phase konkrete Ideen zu entwickeln, wie die aktuelle Situation verbessert werden kann. Danach geht es um die Umsetzung.

Schließlich am Sonntag den 27. November nach dem Empfang im Rathaus der Stadt Bonn , fand die Fragerunde mit den aktuellen und ehemaligen Jugenddelegierten, welche dazu fuhr , dass sehr hilfreiche Informationen ausgetauscht wurden.

Amir Vesali

Devenir membre à l'ALNU et appel à contribution

La qualité d'être membre de l'ALNU est votre porte d'accès à une plus grande participation dans les affaires du monde. Votre support procurera à l'ALNU les ressources nécessaires pour accomplir sa tâche importante. En s'assurant le support des différents Ministères du Gouvernement et plus particulièrement du Ministère des Affaires Etrangères, l'ONU continuera d'être la force motrice pour un monde plus humain, plus sain et plus prospère.

L'ALNU ne recrute pas seulement des personnes individuelles. Peuvent devenir membres actifs toutes organisations qui désire coopérer efficacement avec notre association.

Pour devenir membre, veuillez effectuer un virement de 17 € au compte LU95 1111 0248 7038 0000, CCPLLULL. En plus, vous pouvez remplir notre formulaire standardisé, disponible sur www.alnu.lu/member/member.php.

Les membres et les personnes désireuses de le devenir sont invités à proposer des activités pour l'ALNU.

Aussi, si vous avez des articles à proposer en relation avec les thématiques Droits de l'Homme, Paix et Sécurité, ou encore Développement durable, n'hésitez pas à nous le faire savoir. Ils pourront trouver une place dans notre bulletin, ALNU-INFO ou sur notre site.

Les Nations Unies dans le monde : Sélection de quelques sites Internet

Page d'accueil de l'ONU	www.un.org
Base d'e-données	www.un.org/digital/#apps
Library for research of information	ask.un.org
Centre Régional d'Information des Nations Unies pour l'Europe occidentale	www.unric.org www.unric.org/fr/fiches-dinformation
Fonds des Nations Unies pour l'enfance UNICEF	www.unicef.org
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture	www.unesco.org
Programme de l'ONU pour l'environnement	www.unep.org
Programme de l'ONU pour le développement	www.undp.org
Programme alimentaire mondiale	www.wfp.org
Bureau des Nations Unies à Genève	www.unog.ch
Haut-Commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme	www.ohchr.org
United Nations Framework Convention on Climate Change	//unfccc.int
Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés	www.unhcr.ch
Sustainable development	//sustainabledevelopment.un.org
Les Nations Unies en médias	www.unmultimedia.org
International Year of Sustainable Tourism for Development	
United Nations Decade of Sustainable Energy for All 2014-2024	www.se4all.org/decade
United Nations Decade of Action on Nutrition 2016-2025	www.who.int/nutrition/decade-of-action/en/
Décennie de la diversité biologique 2011-2020	www.cbd.int/2011-2020/
Décennie des Nations Unies pour les déserts et la lutte contre la désertification 2010-2020	www.un.org/fr/events/desertification_decade/
Grand-Duché de Luxembourg – Coopération au Développement et Action Humanitaire	www.gouvernement.lu/cooperation